

COMMISSION SPECIALE CHARGE D'EVALUER LA LEGISLATION ET LA POLITIQUE EN MATIERE DE TRAITE ET DE TRAFIC DES ETRES HUMAINS

du

LUNDI 17 OCTOBRE 2022

Après-midi

BIJZONDERE COMMISSIE BELAST MET DE EVALUATIE VAN DE WETGEVING EN HET BELEID INZAKE MENSENHANDEL EN MENSENSMOKKEL

van

MAANDAG 17 OKTOBER 2022

Namiddag

La réunion publique de commission est ouverte à 14 h 08 et présidée par M. Khalil Aouasti. De openbare commissievergadering wordt geopend om 14.08 uur en voorgezeten door de heer Khalil Aouasti.

01 Audition sur la traite et le trafic des êtres humains: état des lieux et perspectives de

- Mme Selena Carbonero Fernandez (FGTB);
- M. Stefaan Peirsman (CSC);
- M. Joris Verschueren (CGLSB).

01 Hoorzitting over mensenhandel en mensen-smokkel: stand van zaken en perspectieven met

- mevrouw Selena Carbonero Fernandez (ABVV);
- de heer Stefaan Peirsman (ACV);
- de heer Joris Verschueren (ACLVB).

01.01 Le président: Je remercie les orateurs et oratrices pour leur présence.

Je tiens également à accueillir notre collègue Emmanuel Burton qui remplace madame Gilson pour le groupe MR.

01.02 Selena Carbonero Fernandez: Bonjour à toutes et tous, nous vous remercions pour cette invitation. Je vais lire mon intervention pour ne pas dévier de mon propos, car il y a tellement à dire que je risquerais de m'éloigner de l'essentiel.

Comme vous le savez, ce que l'on nomme l'esclavage moderne est un fléau mondial. À tout moment, 50 millions de personnes sont en situation d'esclavage, forcées de travailler contre leur gré ou de se marier sans l'avoir choisi. Le travail forcé concerne 27,6 millions de personnes et le mariage forcé 22 millions. Ces chiffres sont ceux de l'OIT.

La Convention n° 29 de l'OIT définit le travail forcé comme "tout travail ou service exigé d'un individu sous la menace d'une peine quelconque et pour lequel ledit individu ne s'est pas offert de plein gré". Cette convention fondamentale impose aux États - dont la Belgique - d'éradiquer l'emploi du travail forcé.

Or, le travail forcé a pris de l'ampleur ces dernières années. Il a augmenté de 2,7 millions depuis 2016. L'OIT pointe notamment l'impact de la perte de revenus due à la pandémie que nous venons de vivre et à la détérioration des conditions de travail.

Le travail forcé concerne essentiellement - mais pas exclusivement - les secteurs de l'économie privée. Il est important de noter que les travailleurs migrants et travailleuses migrantes sont trois fois plus à risque que les travailleurs non migrants.

Le statut de séjour est donc un élément important de vulnérabilité des victimes. Ces travailleuses et travailleurs migrants sont particulièrement vulnérables, car ils et elles ne sont pas suffisamment protégés par la loi ou sont dans l'impossibilité de faire valoir leurs droits, quand la migration est irrégulière ou précaire, ou quand les pratiques de recrutement sont abusives ou inéquitables.

Nous portons donc un message, encore aujourd'hui, sur la nécessité d'assurer des voies de migration de travail régulières et décentes à travers différents secteurs et niveaux de compétence car c'est la seule façon de protéger les travailleurs et les travailleuses et d'éviter qu'ils et elles fassent l'objet d'abus et d'exploitation.

Il est aussi indispensable de mettre en place un mécanisme de régularisation avec des critères clairs et une instance décisionnelle indépendante

pour les personnes présentes sur le territoire belge sans permis de séjour.

En Belgique, l'infraction de traite à des fins économiques est définie par le Code pénal comme "le fait de recruter, de transporter, de transférer, d'héberger, d'accueillir une personne, de prendre ou de transférer le contrôle exercé sur elle, à des fins de travail ou de services, dans des conditions contraires à la dignité humaine".

Selon une recherche de l'OIT portant sur la Belgique et les Pays-Bas, cette définition pose problème dans la pratique, car pour réussir à engager des poursuites pour traite d'êtres humains, le seuil devant être atteint pour pouvoir engager les poursuites est beaucoup trop élevé.

Cela semble constituer un obstacle à l'identification des victimes car les acteurs de première ligne tels que la police, les inspecteurs du travail et les organisations de soutien de la société civile semblent anticiper ces difficultés et cet effet de seuil lorsqu'ils détectent ou conseillent les victimes.

La loi pénale est fort heureusement d'interprétation restrictive et stricte mais il faut aussi pouvoir envisager des poursuites et une protection dans des cas d'exploitation économique caractérisés qui ne seraient pas à strictement parler de la traite comme le définit le Code pénal, tout en faisant subir aux travailleurs et travailleuses un préjudice grave.

Pour lutter contre le travail forcé, une approche holistique est nécessaire qui comprenne:

- le respect et la promotion de la liberté syndicale et du droit de négociation collective des travailleurs et travailleuses;
- l'extension de la protection sociale à tous les travailleurs, travailleuses ainsi qu'à leur famille
- dont les travailleurs et travailleuses migrants - de sorte qu'ils ne soient pas contraints à un travail forcé pour survivre - en particulier, s'attaquer aux déficits de travail décent dans l'économie informelle;
- la promotion du recrutement équitable et éthique;
- le renforcement des capacités et les champs d'action de l'inspection du travail - j'y reviendrai dans quelques instants;
- la protection des victimes via des solutions durables qui leur permettent d'échapper à une nouvelle victimisation.

Elles doivent pouvoir faire valoir leurs droits en justice. La protection des victimes doit garantir le respect de leurs droits, peu importe leur statut migratoire. Il est aussi essentiel d'assurer la poursuite des auteurs et leur condamnation à des

peines rigoureuses. Il faut aussi garantir tous les principes que je viens d'énoncer dans les activités commerciales et les chaînes d'approvisionnement.

En ce qui concerne la collaboration et le renforcement des services d'inspection, en Belgique, la lutte contre la traite des êtres humains fait l'objet d'une approche pluridisciplinaire, fort heureusement, où collaborent de nombreux secteurs et milieux professionnels. Je pense aux services de police, à l'Inspection du travail, à l'Office des Étrangers, aux magistrats, etc. Nous sommes bien entendu également impliqués dans cette lutte. Il est fondamental que ces différents services collaborent entre eux de façon optimale et que l'approche commune soit centrée sur la protection des victimes - c'est ce fil conducteur qui doit guider notre action à toutes et à tous - entre autres en instaurant des *firewalls* entre services d'inspection sociale et services d'immigration. Il faut maintenir et renforcer les efforts de formation déjà consentis via la formation continue des différents services d'inspection.

En particulier, le rôle de l'Inspection sociale est essentiel pour détecter les situations de traite, informer les victimes potentielles et les orienter vers les centres d'accueil spécialisés. Vu l'ampleur du problème, il est essentiel de renforcer drastiquement les services d'inspection luttant contre la traite des êtres humains à des fins d'exploitation économique, notamment via le recrutement.

Le renforcement du nombre d'inspecteurs doit se faire conformément à la Convention n° 81 de l'OIT (soit un ratio d'un inspecteur pour 10 000 travailleurs), tel que prévu dans l'accord de gouvernement. Nous entendons qu'une porte est ouverte pour augmenter d'un certain nombre d'unités le nombre d'inspecteurs sociaux. C'est pour nous un pas dans la bonne direction mais ce n'est clairement pas suffisant; il faut aller plus loin.

Enfin, les trois centres spécialisés officiellement reconnus qui fournissent l'accueil, l'accompagnement, l'aide psychologique et médicale ainsi que l'aide juridique aux victimes de la traite des êtres humains sont seuls habilités à demander les documents de séjour et leur prolongation directement à l'Office des Étrangers.

Ils peuvent ester en justice pour les victimes de la traite et du trafic des êtres humains. Il est donc indispensable que ces centres disposent des moyens humains et financiers suffisants pour assurer l'exercice de leurs missions également lorsque le nombre des victimes est très important, comme tel semble être le cas actuellement dans

l'affaire Borealis dont mon homologue Stefaan Peirsman nous parlera.

Il est inacceptable pour nous que des victimes ne puissent pas être protégées faute de moyens suffisants. De nombreux défis devront encore être relevés dans ce domaine par nos autorités, en particulier par le gouvernement via les choix qu'il pose.

01.03 Stefaan Peirsman: Ik neem jullie even mee in het verhaal van Borealis, omdat er toch heel wat aspecten kunnen worden aangehaald waarvoor een beter beleid zich opdringt.

In juli stelden de Vlaamse en federale inspectie op de site van Borealis verschillende vormen van uitbuiting vast. Bengalen en Filipijnen werkten op die site als gedetacheerden met een Hongaarse en Roemeense gecombineerde vergunning. Niemand had een A1-document en ze werkten ver onder de loonvoorwaarden van de sector. Een andere groep van Turkse en Oekraïense werknemers werkte via een Vlaamse gecombineerde vergunning, maar niemand was geregistreerd bij de gemeente waar ze woonden. De hele groep was met andere woorden op irreguliere basis aan het werk.

Ik wil niet in detail treden, maar geen enkele van de onderaannemingen had de nodige documenten om regulier te werken in orde gebracht. Meer nog, al die werknemers hadden een tweede contract getekend ver onder de sectorbarema's. Een deel van de groep werd zelfs niet of enkel cash betaald.

Terecht kregen 138 gedupeerde werknemers een erkenning van slachtoffer mensenhandel. Van die 138 gedupeerden kregen in totaal 55 werknemers, 38 Filipino's en 17 Bengalen, van het auditoraat ook het statuut slachtoffer mensenhandel. Een ander deel van de Bengalen, dat op het moment van de controle toevallig niet op de site was, wacht na twee maanden nog steeds op het statuut, ook al werden de werknemers onder dezelfde frauduleuze werkomstandigheden gevonden.

We hebben vernomen dat de mensen die werden erkend en die na onderzoek niet aan alle criteria voldoen om het statuut van slachtoffer van mensenhandel te verkrijgen, het bevel kunnen krijgen het land te verlaten. Dat vinden wij onaanvaardbaar. We stellen vast dat mensen die niet aan de criteria van slachtoffer van mensenhandel voldoen maar die wel slachtoffer zijn van frauduleuze praktijken van de werkgever, vaak geen enkele vorm van ondersteuning krijgen.

Vlaanderen trok als sanctie voor de vastgestelde

feiten terecht alle 321 Vlaamse gecombineerde vergunningen in, waardoor de werf tijdelijk werd opgeschort. Hierdoor worden niet enkel de onderneming en onderaannemingen getroffen, maar vooral ook de werknemers. Voor hen is er geen enkel vangnet. De werknemers worden immers meestal gehuisvest in woningen waarin door de werkgever wordt voorzien. De arbeiders kunnen via de regelgeving met betrekking tot de gecombineerde vergunning, indien ze voldoende rechten hebben opgebouwd, steunen op maximaal 2 maanden werkloosheidsvergoeding. In het geval van Borealis kunnen ze hier geen beroep doen.

De toegang tot het leefloon blijft moeilijk, ondanks dat tegenwoordig is geregeld via bijlage 51. Meer dan 2 maanden na de vaststelling op de site van Borealis is er nauwelijks een coherente oplossing voor de werknemers. Alle bevoegde ministeries en administraties kijken naar elkaar. We pleiten daarom voor een nieuwe categorie van ernstig benadeelde naast het statuut van slachtoffer van mensenhandel.

Sta me toe even dieper in te gaan op het specifieke statuut van ernstig benadeelde. De vakbonden herinneren aan de verplichting van België om artikel 13, lid 4, van de richtlijn inzake sancties voor werkgevers om te zetten. Die bepaling verplicht de staten om verblijfsvergunningen van beperkte duur af te leveren, zodat uitgebuite werknemers zonder verblijfsstatus tijdens de procedure in het land kunnen blijven om het verschuldigde loon en de socialezekerheidsbijdragen op te eisen. Het nieuwe statuut zou kunnen kaderen in die omzetting. Dat statuut moet worden toegekend, zodra er een klacht werd overgelegd bij de arbeidsinspectie en andere bevoegde instanties.

Wij vinden het belangrijk dat de volgende zaken in het nieuwe statuut opgenomen worden. Er moet worden nagedacht over de toegang tot eerste- en tweedelijnsrechtsbijstand voor slachtoffers. Het is voor slachtoffers immers moeilijk tastbaar bewijs van hun behoefte te leveren.

Ook de toegang tot arbeid is belangrijk. We pleiten ervoor om in dit statuut een zoekjaar in te bouwen, zoals ook is bepaald in de studentenrichtlijn. Ze kunnen dan met een vergunning tot werk een nieuwe baan zoeken binnen het kader van de gecombineerde vergunning en de knelpuntenregeling. Bij de zoektocht naar werk dienen ze begeleid te worden door gespecialiseerde diensten zoals de VDAB, Forem, of Actiris.

Er moet eveneens toegang zijn tot sociale bescherming. Slachtoffers van economische uitbuiting en

ernstig benadeelden moeten waar nodig begeleiding krijgen, zoals psychosociale ondersteuning, en toegang tot leefloon tot ze hun leven weer op de rails hebben. Zij moeten ook vertrouwd worden met de gang van zaken op de Belgische arbeidsmarkt om toekomstige fraude te voorkomen door de werknemer te versterken.

Toegang tot huisvesting is daarenboven onmisbaar. Slachtoffers van economische fraude in het kader van het statuut van ernstig benadeelde, moeten ondersteund worden in hun zoektocht naar een geschikte woning. Werknemers worden meestal gelogeerd in woningen gehuurd door of die eigendom zijn van de werkgever. Na vaststelling van de uitbuiting hebben ze een nieuwe woning nodig. In dat statuut dienen ze ondersteuning te krijgen naar een woonst.

Voorts dringen we erop aan dat het IAO-verdrag nr. 143 betreffende migrerende werknemers moet worden geratificeerd en uitgevoerd. Het verdrag voorziet onder meer in het beginsel van gelijke behandeling met betrekking tot de toegang tot arbeid, vakbondsrechten, culturele rechten en individuele en collectieve vrijheden.

Wat de problematiek van arbeidsongevallen voor mensen met een onwettig of precair verblijf betreft, de impact van een ernstig arbeidsongeval is voor elke werknemer gelijk, ongeacht het statuut. In theorie genieten personen met een onwettig of precair verblijf dezelfde wettelijke bescherming bij een arbeidsongeval. De Belgische regelgeving is gelijk voor elke werknemer, ongeacht het verblijfsstatuut. De praktijk toont echter aan dat voor werknemers met een onwettig of precair verblijf met een verblijf dat afhankelijk is van tewerkstelling, de drempels om van die bescherming te kunnen genieten, vaak te hoog zijn. Het is voor hen niet enkel moeilijk om via een juridische procedure hun rechten af te dwingen, maar er zijn ook de fysieke en psychische gevolgen, terwijl hun toestand reeds bijzonder precair is.

Ik heb enkele voorstellen ter bescherming van die werknemers. Bij ieder ernstig arbeidsongeval van een werknemer met een precair of zonder verblijfsrecht moet er standaard onderzocht worden of er een procedure mensenhandel van toepassing is. Alle betrokken diensten zoals Toezicht op het Welzijn op het Werk, Fedris en de arbeidsauditeurs, volgen het dossier in dat perspectief op. De minister van Justitie richt een omzendbrief naar het College van procureurs-generaal bij de hoven van beroep om erop aan te dringen dat het openbaar ministerie in dergelijke dossiers telkens de piste mensenhandel onderzoekt.

Wij vragen ook dat er een nieuwe procedure komt die een oplossing biedt voor het verblijfsprobleem tijdens het onderzoek naar uitbuiting en de erkenning van een arbeidsongeval, naar analogie van de eerste fase van de procedure mensenhandel.

Ik was nog iets vergeten. Ngo's als Fairwork Belgium moeten een juridische erkenning krijgen om werknemers in preciaire situaties te ondersteunen bij het afdwingen van de juiste lonen en correcte werkomstandigheden, bij voorkeur in nauwe samenwerking met de vakbonden. Zij moeten ook financieel worden ondersteund om die rol te kunnen spelen.

01.04 Joris Verschuere: Ik kan dat volledig onderschrijven, net als alles wat hier tot nu toe is gezegd. Wij hebben de interventie ook gemeenschappelijk voorbereid. Ik zal dus niet herhalen wat reeds gezegd is, maar mij beperken tot een paar aanvullingen. Ik bekijk het misschien wat meer vanuit een preventief oogpunt, om te benadrukken dat arbeidsmigranten hun rechten ten volle moeten kunnen laten gelden, ongeacht hun verblijfsstatus.

Stefaan heeft het immers al gezegd, er zijn voor hen enkele beperkingen. Dat is een probleem, want de vraag is hoe het komt dat mensen in preciaire situaties terechtkomen en het slachtoffer kunnen worden van hedendaagse slavernij, mensenhandel en uitbuiting.

Wij onderschrijven de nood aan veilige migratiekanalen en de uitbreiding en versoepeling van arbeidsmigratie. De verblijfsverlenging, ook na afloop van de *permit*, zodat de mensen ander werk kunnen zoeken, is ook cruciaal. Indien dat niet gebeurt, dreigen ze immers in een situatie van precair verblijf te verzeilen.

Er moet ook onderzocht worden hoe de regelgeving versoepeld kan worden, zodat arbeidsmigranten met illegaal verblijf van werkgever kunnen veranderen. Nu zijn ze immers vaak afhankelijk van één werkgever, waardoor ze eenvoudig afgeperst kunnen worden om bijvoorbeeld andere contracten te onderschrijven. Misschien kan er dus verder onderzocht worden of de permits sectoraal kunnen worden toegekend en niet enkel per werkgever.

Eén van de cruciale elementen in de hedendaagse slavernij is het feit dat mensen terechtkomen in heel ondoorzichtige kluwens van onderaanneming en detachering, waarin een kat op den duur haar jongen niet meer terugvindt. Dat is internationaal aangetoond en blijkt ook in België een probleem te

zijn. Daarop moeten dus antwoorden komen.

In bepaalde sectoren is de omzetting van de Europese sanctierichtlijn die leidt tot keten-aansprakelijkheid al doorgevoerd. We stellen echter vast dat de opdrachtgevers in de keten zich heel eenvoudig kunnen kwijten van hun aansprakelijkheid door een clause op te nemen in een contract, waardoor ze daarna niet meer aansprakelijk kunnen worden gehouden. Ter verduidelijking, deze aansprakelijkheid is momenteel geregeld in de loonbeschermingswet en deels in regionale regelgeving. In de praktijk blijkt dat een zwak instrument te zijn. Het is daarom nodig dat men van opdrachtgevers in ketens van onderaanneming eist dat zij een actievare rol opnemen, onder meer met een informatieplicht ten aanzien van die werkgevers. Daarnaast moeten de syndicale afvaardigingen een zicht hebben op de arbeidsomstandigheden bij onderaannemingen. Een fundamentele en veel eenvoudigere maatregel is de beperking van het aantal schakels in die keten. Hoe langer de keten, hoe groter het risico van verdwijnende, onzichtbare werknemers. We pleiten dus voor kortere ketens.

Op internationaal vlak worden er veel voorstellen gedaan om de keten tot twee onderaannemers te beperken. We hebben gehoord dat men voor België een beperking tot maximaal drie onderaannemers overweegt, wat wij toejuichen. Dat zou een stap in de goede richting zijn. Men probeert die eis vaak tegen te gaan door te stellen dat er op zulke werven te veel gespecialiseerde functies nodig zijn, die een bedrijf onmogelijk allemaal kan aanbieden. Dat argument is echter naast de kwestie, want het spreekt voor zich dat men daarvoor onderaannemers kan inschakelen. Het gaat ons echter om niet om de breedte van de piramide van onderaannemers, wel om de hoogte van die piramide. Er moeten geen zeven tussenschakels zijn, maar twee. Op die manier verkrijgt men een botte maar brede piramide, die veel overzichtelijker is en waarover men makkelijker toezicht kan houden.

De nood aan toezicht door de sociale inspectiediensten werd al meermaals aangehaald. Op het ogenblik dat het fout loopt, is dat toezicht cruciaal om misstanden aan te pakken. Het is daarbij ook erg belangrijk dat de arbeidsmigrant in kwestie zijn of haar rechten volledig kan doen gelden. Dat impliceert dat die persoon voor de volledige duur van de procedure hier kan verblijven tot hij of zij herstel heeft verkregen. In één van de recentste rapporten van de Internationale Arbeidsorganisatie IAO over de arbeidsmigratie in België en Nederland lezen we dat de arbeidsinspectie aanklaagt dat het zeer moeilijk is om een dossier tot

een goed einde te brengen als de arbeidsmigrant het land heeft verlaten. Bovendien loopt men daarbij het risico dat de betrokkene in een nog precairdere situatie verzeilt.

Die toestand moet dus vermeden worden, maar ook moet ervoor gezorgd worden dat wanneer een migrant van wie de rechten mogelijk geschonden zijn een klacht wil indienen bij de arbeidsinspectie, die laatste niet verplicht is dat te melden bij de DVZ, de politie en dergelijke, wat zou kunnen leiden tot een bevel om het grondgebied te verlaten. Dat is conform internationale wetgeving en ILO-aanbevelingen; het is zelfs conform de Europese Victims' Rights Directive. Die is nog onvoldoende omgezet, omdat daar een kwestie van non-discriminatie speelt. Er kan geen discriminatie zijn op basis van de verblijfsstatus. Daardoor lopen mensen, net op basis van hun verblijfsstatus, het risico van een verdergaande discriminatie.

Dat is een onderdeel van de omzetting van de European Victims' Rights Directive. België is daarvoor al meermaals aan de schandpaal genageld door de Raad van Europa. Een drietal weken geleden nog heeft de European Commission against Racism and Intolerance, het ter zake gespecialiseerde orgaan van de Raad van Europa, België daarvoor opnieuw op de vingers getikt. De aanbevelingen die drie jaar geleden werden gedaan, zijn immers nog steeds niet omgezet. Het gaat dan specifiek om het terugtrekken van artikel 81 van de wet van 1980, dat de sociale inspecteurs ertoe verplicht de Dienst Vreemdelingenzaken te informeren. Volgens artikel 183/1 van het sociaal strafrecht kan er een administratieve sanctie worden opgelegd aan een niet-aangegeven werknemer, maar waarom zou die werknemer bestraft moeten worden als hij al wordt uitgebuit?

Die zaken – die overigens vrij recente toevoegingen zijn – moeten worden teruggetrokken. Het wegwerken van die obstakels, het wegnemen van de vrees van de arbeidsmigrant dat een klacht indienen hem of haar persoonlijk zou schaden, is niets anders dan ervoor zorgen dat de persoon in kwestie zijn of haar rechten ten volle kan laten gelden, alsook dat de uitbuiters en de veroorzakers van deze misstanden ten volle berecht kunnen worden. Dat is de enige vraag in dezen. Daarvoor moeten die firewalls worden ingesteld.

Ik zei al dat ik nog zou ingaan op informatieplicht. Uiteraard is het cruciaal dat werknemers ook weten wat hun rechten zijn. Veel mensen die hier aankloppen, beschikken over veel te weinig informatie. Wij pleiten er al jaren voor dat werknemers op zijn minst toegang zouden krijgen tot

een soort van minimale inburgeringscursus die specifiek ingaat op het Belgische arbeidsrecht en dat ze worden geïnformeerd over de instanties waarop zijn een beroep kunnen doen.

Het zou goed zijn dat die informatie door de werkgever wordt verstrekt. De werkgever kan zich er dan van vergewissen dat de situatie op de plaats van tewerkstelling, ook bij onderaannemers, correct is. Hij kan ook met een banale affiche, in een taal die de mensen begrijpen, de werknemers informeren over hun rechten en tonen dat ze niets te vrezen hebben, naar de sociale inspectie kunnen stappen en eventueel een beroep kunnen doen op dat statuut. Het is belangrijk dat werknemers dat weten. Dat kan heel eenvoudig gebeuren, maar is op dit moment nog niet het geval. Mensen worden dus kwetsbaar uit onwetendheid en dat kan heel eenvoudig opgelost worden.

Ik vat ons betoog nog even samen. Om misstanden zoals bij Borealis en in het algemeen mensenhandel en hedendaagse slavernij in het algemeen tegen te gaan, is de versterking van de Sociale Inspectie cruciaal. Zo kunnen misstanden opgespoord worden, mits gebruik van de firewalls.

De ketens moeten ook verkort worden, zodat de ketenaansprakelijkheid eenvoudiger toe te passen is en de ketens ook overzichtelijker worden.

Er moet ook een specifiek statuut ingevoerd worden waardoor slachtoffers niet meermaals slachtoffer worden, maar hun rechten kunnen laten gelden.

Le président: Je vous remercie tous trois pour vos interventions. Les textes nous ont été communiqués et seront chargés sur l'extranet par le secrétariat de la commission. Pour la suite de nos travaux, l'ensemble des membres de la commission va vous poser des questions. Il n'y aura pas de réponse au coup par coup, mais vous aurez un second tour pour pouvoir répondre et expliciter vos propos introductifs.

Nous allons procéder par ordre de groupes politiques. La parole est à Mme De Wit.

01.05 Sophie De Wit (N-VA): Mijnheer de voorzitter, ik dank de sprekers voor hun uiteenzettingen.

U hebt de problematiek geschetst. Wanneer zulke zaken gebeuren, zoekt men achteraf altijd naar remedies en maatregelen. Welke preventieve

maatregelen zijn er volgens u mogelijkheid? Voorkomen is immers altijd beter dan genezen.

Er is ook werk aan de winkel op het vlak van detachering, want daar staat de deur voor misbruik volledig open. Voor de RSZ is een detachering tot 2 jaar mogelijk, wat redelijk lang is. Zou het niet beter zijn de duur van die detachering te beperken tot 6 maanden om het aantal misbruiken te beperken?

De sociale inspectiediensten zijn tegenwoordig erg versnipperd en complex. Zou een eengemaakte sociale inspectiedienst soelaas bieden?

01.06 Eva Platteau (Ecolo-Groen): Dank aan de sprekers voor hun duidelijke toelichting en concrete aanbevelingen waarmee we in deze commissie zeker aan de slag kunnen. Onlangs was er een hoorzitting waarop onder meer de ILO aan bod kwam. Heel wat van de zaken die u nu vertelt, bevestigen wat we toen al hoorden.

Wat ik zeker meeneem, is dat bij het straffen en remediëren het statuut 'slachtoffer van mensenhandel' heel goed werkt voor de mensen die eronder vallen, maar dat wie net zo goed het slachtoffer is van frauduleuze praktijken maar uit de boot valt, geen enkele ondersteuning krijgt en op geen enkel vangnet kan rekenen. We moeten nagaan wat we daaraan kunnen doen.

Het is goed dat u het had over mensen met een precaire verblijfsstatus of zonder wettig verblijf. Dat is een bijzonder kwetsbare doelgroep waarvoor ik steeds, ook in deze commissie, aandacht probeer te vragen.

Wat preventie betreft, moet er volgens mij inderdaad sterker worden ingezet op sociale inspectie, maar ook moet er ook gekeken worden naar onderaannemerschap en ketenaansprakelijkheid. We moeten er absoluut voor zorgen dat misbruik zoveel mogelijk gebannen wordt.

Ook over de informatieplicht stelde ik al eerder vragen tijdens een hoorzitting. Onder meer Fairwork beveelt aan dat alle arbeidsmigranten een welkomstcursus krijgen op kosten van de werkgever, verplicht en tijdens de werkuren te volgen. Zo wordt ervoor gezorgd dat arbeidsmigranten hun sociale rechten kennen. Dat is heel belangrijk, ook als preventieve maatregel.

Er moet veel meer informatie beschikbaar worden gesteld voor de arbeidsmigrant, op een toegankelijke en begrijpelijke manier en in verschillende talen, wat lang nog niet altijd het geval is. Daar kan

nog veel nuttig werk verricht worden.

De uiteenzetting was heel duidelijk. Ik heb niet meteen bijkomende vragen.

01.07 Emmanuel Burton (MR): Monsieur le président, je remercie les intervenants pour l'exposé qu'ils nous ont fait de manière conjointe. J'ai trouvé que c'était très intéressant et, pour quelqu'un qui, comme moi, arrive dans la commission, cela permet d'avoir une vue "syndicale" d'ensemble sur la situation.

J'ai deux questions. Je n'ai rien entendu sur une éventuelle coopération transfrontalière. On est resté dans le belgo-belge et je voudrais savoir comment cela se passe avec les pays avoisinants, ou même au niveau européen.

Ensuite, quel est votre avis quant à la répartition des compétences entre les différents niveaux de pouvoir, les différentes strates qui existent dans notre cher pays?

01.08 Els Van Hoof (cd&v): Ik wil de sprekers danken voor hun gedetailleerde uitleg. Ik heb een vraag over preventie. U sprak over de informatieplicht van de werkgever. Er komt ook zeer veel economische uitbuiting voor in sectoren waarin er veel contact is met klanten, zoals in schoonheidssalons, carwashes en in de horeca. In de landbouwsector heeft men soms werfleiders en andere werknemers in dienst zijn. Onderneemt de vakbond ook stappen om hun leden te sensibiliseren? Ik ga ervan uit dat leden ook kunnen bijdragen aan de opsporing van mensenhandel en kwetsbare en uitgebuite personen. Bestaat er een soort getuigenbescherming hiervoor?

In 2017 werd reeds aangegeven dat gedetacheerde werknemers beter opgevolgd moeten worden. Welke aanbevelingen hebt u voor aanpassingen hiervan? Uit de Borealiszaak blijkt immers dat deze regels niet afdoende werken.

01.09 Maria Vindevoghel (PVDA-PTB): Ik dank de sprekers. U weet dat de PVDA sterk betrokken is en u wenst te steunen met een betere wetgeving en een betere aanpak. We zijn in de Borealiszaak al op verschillende plaatsen tussenbeide gekomen en we hebben de mensen heel concreet ondersteund via onze SolidariTeams.

Het is dus een systeem van uitbuiting dat erg geïnstitutionaliseerd is. We moeten ons vragen stellen over hoe dat toch kan gebeuren. Wanneer u spreekt over de cijfers, maakt mij dat behoorlijk

kwaad. Het zit eigenlijk overal, in heel de maatschappij en in verschillende sectoren. We zijn bijvoorbeeld ook al tussengekomen bij PostNL, dus het zit echt in de hele maatschappij. We moeten het dus fundamenteel aanpakken. De detachingswetgeving, Europa en al dat soort zaken bewerkstelligen dat het mogelijk is.

Ik was zelf ook ooit syndicalist en heb dus nog wel wat vragen. We zien immers ook meer en meer ketens van onderaannemingen. Wat kunnen de vakbonden in hoofdbedrijven doen om meer op te komen voor werknemers van de onderaannemers. Hoe ziet u dat? Zijn er eventueel goede voorbeelden uit andere landen? Ik weet bijvoorbeeld dat vakbonden van het hoofdbedrijf in Frankrijk ook kunnen tussenbeide komen voor de onderaannemers. Ze moeten bijvoorbeeld informatie krijgen in de ondernemingsraad en kunnen ook een rol spelen in het CPBW. U sprak ook over het probleem van arbeidsongevallen. Kan dat eveneens via deze weg gebeuren of moeten daarvoor andere zaken geregeld worden?

Wij steunen ook de punten die u hebt voorgesteld. Misschien kan er nog iets concreets voor de werkgevers gebeuren? Zijn er, naast de voorstellen die werden gedaan, nog andere zaken die we moeten meenemen en aanpakken om de arbeidsomstandigheden te verbeteren?

Wij hebben zelf ook een voorstel rond de hoofdelijke aansprakelijkheid. Is dat een belangrijke stap om vooruitgang te boeken en de problemen op te lossen?

Dat waren mijn belangrijkste vragen.

01.10 Anja Vanrobaeys (Vooruit): Ook ik wil de vertegenwoordigers van de drie vakbonden bedanken voor hun interessante toelichting.

We weten allemaal al langer dat het fenomeen bestaat. Dat hangt samen met een economisch model waarin met name multinationals almaar grotere winsten maken op de kap van de mensen, ten koste van de menselijke waardigheid en van andere waarden. De zaak-Borealis, die zo omvangrijk was, zoveel impact had en geregeld de media haalde, duwde ook andere mensen dan diegenen die er al mee bezig waren, met de neus op de feiten.

In juli werden 174 illegaal tewerkgestelde, op geen enkele manier geregistreerde werknemers bij Borealis aangetroffen. Wat ik blij betreuren en nog steeds een schande vind, is dat er nog altijd slachtoffers zijn die onvoldoende begeleid worden,

geen opvang krijgen en in feite terug in de handen van de mensenhandelaars worden gedreven. Dat is ten dele te wijten aan de typisch Belgische bevoegdheidsverdeling. Wie het statuut krijgt of het slachtoffer is van economische uitbuiting, zou zeker opvang moeten krijgen. Anders blijft de carrousel gewoon verder draaien. Het is al eerder gevraagd, maar wat vindt u van die bevoegdheidsverdeling? Op welke manier denkt u dat efficiënter aan te pakken?

Het ergste is nog – al kan hier moeilijk van etappes worden gesproken – dat een aantal van de mensen die eind juli bij Borealis werden aangetroffen, in augustus al opnieuw werd aangetroffen bij de Belgische vestiging van BASF. We weten dat anderen zijn uitgestuurd naar andere Europese landen, en wellicht zijn er nog een aantal van de radar verdwenen. De carrousel draait dus inderdaad gewoon voort.

De zaak-Borealis heeft, mijns inziens, wel een en ander wakker geschud. Vooruit heeft er altijd op gehamerd om de zaak degelijk aan te pakken, en nu worden in de begroting – gelukkig en eindelijk, zou ik zeggen – een aantal bijkomende maatregelen genomen zijn. Er was al een plan om de inspectiediensten te versterken, maar nu komt er, boven op de vijftig extra inspecteurs, nog een bijkomend budget van 10 miljoen euro voor extra sociaal inspecteurs. Het mag uiteraard altijd nog meer zijn, maar dit is toch alvast een bijkomende inspanning die door de Borealiszaak in de begroting is opgenomen.

De bevoegdheden van de sociale-inspectiediensten zijn nu erg versnipperd. Wat is uw visie hierop? Bent u het idee van een eengemaakte sociale inspectiedienst genegen? Of vindt u dat elke dienst zijn specialisatie moet behouden?

Er wordt momenteel werk gemaakt van zwaardere straffen voor sociale dumping in het Sociaal Strafwetboek. Mijn collega Ben Segers pleit voor een apart statuut voor slachtoffers van economische uitbuiting. Wat is uw visie hierop? Uw input is voor ons erg belangrijk, zowel voor de uitwerking hiervan binnen de regering als om zelf voorstellen te formuleren. Ook voor mijzelf is die input belangrijk met betrekking tot die hoofdelijke aansprakelijkheid. In de begroting zal die beperking van die keten van onderaannemers worden beperkt tot 2 of 3 onderaannemers. U spreekt van 2. Ik wil graag uw standpunt ter zake en ik zal niet nalaten daarvan gebruik te maken.

Wat die hoofdelijke aansprakelijkheid betreft, klopt het dat die Europese sanctierichtlijn wordt beperkt tot de bouwsector. Via een exonatieclausule kan

men alle aansprakelijkheid afwijzen, zoals het geval was in de Borealiszaak. Ik vind het echter geen goed idee om die aparte regeling uit te breiden die in 2014 werd uitgewerkt ter uitvoering van die richtlijn. We kunnen sterker reageren door de algemene hoofdelijke aansprakelijkheidsregeling te versterken en deze toe te passen op alle sectoren. Die uitzonderingsclausule voor niet-aansprakelijkheid moet geschrapt worden en in plaats daarvan moet de opdrachtgever aansprakelijk worden gesteld voor alle loonschulden en dus niet alleen voor de loonschulden vanaf de vaststelling door de inspectiediensten, maar ook voor die van het verleden.

We hebben al een aantal voorstellen klaar, maar ik wil ze verder verfijnen met amendementen. Ik had daarom graag uw input gehad. Indien dat nu niet kan, kan u dat achteraf ook nog doen. Ik neem dat echter graag mee.

Ik heb ook gelezen dat de vakbonden in de chemiesector binnenkort hun award mensenhandel zullen uitreiken. Ik zou hem niet graag krijgen of in de schoenen willen staan van Essenscia, maar ik begrijp wel waarom ze dat doen. Ze hebben immers geprobeerd om via sectorakkoorden met de werkgeversorganisaties afspraken te maken over hoe ze het op de werkvloer kunnen aanpakken.

Ik weet dat er een tiental jaren in andere sectoren verschillende protocollen zijn geweest tussen vakbonden, werkgevers en inspectiediensten. Deze hebben niet altijd geleid tot het gewenste resultaat. Sommige zijn ook afgezwakt. In de bouwsector is er nu ook een akkoord naar aanleiding van de instorting van het schoolgebouw in Antwerpen. Er zijn daardoor dus nieuwe afspraken gemaakt rond een 'check-in'. Vindt u dat ook een optie om – naast alle andere maatregelen – nieuw leven in te blazen? Ziet u het zitten om afspraken te maken met de sector? Indien ja, waarom wel; indien nee, waarom niet? Denkt u dat dat tot vooruitgang zou kunnen leiden?

Hebt u met uw voorstel, naar aanleiding van de award mensenhandel, gepleit om werknemersvertegenwoordigers in de bedrijven informatie te geven over de keten van onderaannemers? Ik denk aan een voorstel om de wet op de ondernemingsraden te veranderen door een lijn toe te voegen aan de reeds bestaande informatieplichten. We kunnen dan zeggen dat de ondernemingsraad en, bij ontstentenis, de vakbondsafgevaardigde, informatie moet krijgen over de onderaannemers waarmee het bedrijf in zee gaat en over het aantal werknemers dat daar tewerkgesteld zijn. Deze informatie kan trimestrieel,

halfjaarlijks of jaarlijks gedeeld worden. Ik had over deze tijdspanne ook graag uw advies gehoord. Voor mij mag ook het loonaandeel aan deze lijn toegevoegd worden. Wanneer men het loonaandeel tegenover het aantal tewerkgestelde werknemers zet, heeft men immers ook een beter beeld op de eventuele economische uitbuiting. Wat denkt u van mijn voorstel?

U sprak ook over andere sectoren en mevrouw Van Hoof heeft daar ook al een vraag over gesteld. De vakbonden zijn belangrijke partners in de strijd tegen mensenhandel, vandaar mijn voorstel. De inspectiediensten kunnen worden versterkt, maar u hebt veel vertegenwoordigers en leden op de werkvloer. Kunnen leden een melding doen indien zij een vermoeden hebben van een geval van economische uitbuiting? Indien dit mogelijk is, hoe wordt dit geregistreerd? Hebt u weet van zulke meldingen? Indien ja, hoeveel zijn er? Kan u dat wat toelichten?

Ik zie ook veel mis gaan op vlak van de detacheringen. Zeker sinds de Europese rechtspraak is het mogelijk om via derde landen naar België te komen. Dat zorgt ervoor dat de kans op mensenhandel en economische uitbuiting toeneemt. Welke voorstellen hebt u op dat vlak?

Wat de andere sectoren betreft, heb ik een voorstel rond platformen uitgewerkt. Dat voorstel kwam rond dezelfde tijd als de problematiek van de pakjessector in het nieuws. Veel mensen zonder papieren werkten via valse accounts en brachten maaltijden rond in de grote steden. Het gaat nu opnieuw om multinationals die ditmaal werken via een fiscaal vrijgesteld regime om zo fietskoeriers tewerk te stellen. Het is, mijn inziens, *not done* om mensen uit te buiten via platformen die gebruikmaken van door de Belgische overheid fiscaal vrijgestelde regimes. Er is daar intussen ook al rechtspraak over, maar los van die rechtspraak wil ik het voorstel doen om in geval van vaststelling van zulke flagrante overtredingen de erkenning meteen in te trekken of deze niet meer te geven voor het komende jaar. Fiscaliteit werkt immers per jaar en men kan die fietskoeriers, die te goeder trouw voor dat platform werken, toch niet via hun belastingaanslag treffen? Zo ver zou ik niet willen gaan. Wat is uw visie hierop?

Met deze concrete voorstellen kloppen wij steeds op dezelfde nagel. Vooruit wil een einde maken aan de mensenhandel. We moeten er alles aan doen om deze praktijken te stoppen. Geen holle woorden, maar wel beleidsdaden om een aantal zaken in beweging proberen te brengen en om de kentering in te zetten.

01.11 Ben Segers (Vooruit): U bent belangrijke partners, u zit heel dicht op de zaak. In welke mate is het voor u een nieuw fenomeen dat het omdermte grote groepen slachtoffers van mensenhandel gaat? In ons systeem van begeleiding van slachtoffers van mensenhandel worden wij alvast voor het eerst met zulke grote groepen geconfronteerd. In welke mate bent u verrast over de omvang? Kent u soms meer voorbeelden van dergelijke omvang op andere werven in Antwerpen op dit ogenblik? Staan er ons nog meer dergelijke toestanden te wachten?

Mevrouw Vanrobaeys en u verwezen al naar het statuut voor ernstig benadeelden. Ik vind dat een heel interessante mogelijkheid. Tegelijkertijd maak ik me zorgen, wetende dat op dit ogenblik het hele systeem voor slachtoffers van mensenhandel al vastloopt. De drempel voor de erkenning en begeleiding van slachtoffers van mensenhandel mag dus zeker niet hoger worden. Iets extra's mag wel, maar het moet wel werkbaar blijven. Nu al kunnen de inspectiediensten vaak niet volgen, kampt het arbeidsauditoraat met moeilijkheden en komt de hele begeleiding in het gedrang, enkel en alleen bij de geïdentificeerde slachtoffers van mensenhandel. Het lijkt me dus een goed idee om een systeem uit te werken rond het statuut voor ernstig benadeelden, maar het moet natuurlijk wel werken. In dat verband vraag ik me af of er goede voorbeelden bestaan in het buitenland die als inspiratie kunnen dienen. Ik ben er zelf naar op zoek gegaan, maar heb nog niets gevonden.

U ging al kort in op de informatieplicht voor werknemers. Ik vraag me toch nog af wie dat precies moet inrichten. U noemde het een soort van inburgeringsverplichting, maar ook weer niet helemaal. Het is belangrijk hoe we het noemen, want als het onderdeel wordt van de inburgeringsverplichting, dan gaat het om een Vlaamse bevoegdheid. Ik zie u nu ontkennend het hoofd schudden. Als er sprake is van een federale invalshoek, wie neemt dan de organisatie op zich? Is het misschien ook afhankelijk van de arbeidsmigrant zelf? Met andere woorden, verschilt de informatieverplichting naargelang van bijvoorbeeld het opleidingsniveau van de betrokkene? Kunt u dat nog even toelichten?

Ik liet me ook vertellen dat er een tiental jaar geleden protocollen bestonden tussen werkgevers, vakbonden en arbeidsinspectiediensten in bepaalde sectoren, zoals de bouw, waarbij er afspraken waren over onder meer de melding van gevallen van mensenhandel en arbeidsuitbuiting. Dat systeem zou echter ter ziele zijn gegaan. Is het een goed idee om dat nieuw leven in te blazen, en zo

ja, hoe dan?

01.12 **Khalil Aouasti** (PS): Chers collègues, je vais temporairement quitter mon rôle de président pour, à mon tour, poser quelques questions.

Madame et messieurs, je souhaite tout d'abord vous interroger sur le volet international des syndicats, sous deux angles. Le premier angle, c'est celui des victimes, et le second, c'est celui de l'organisation du travail. Sous l'angle des victimes, comme nous avons pu le voir lors des précédentes auditions, la définition même de la traite des êtres humains diffère entre la directive européenne et le dispositif en droit interne belge. Alors même qu'il n'y a que deux éléments constitutifs en Belgique, il y en a trois en droit européen; par conséquent pour tout ce qui concerne les travailleurs transfrontaliers, il pourrait y avoir, en Belgique, traite des êtres humains sans qu'il y ait traite des êtres humains en Allemagne, aux Pays-Bas ou en France.

À partir de ce moment-là, cela complique, dans le cadre de l'appréciation, la qualification de traite des êtres humains elle-même. Pour qu'un même fait qui se déroule sur deux territoires et qui n'a pas les mêmes définitions puisse malgré tout être poursuivi par les autorités pénales de l'un ou de l'autre État, on doit choisir la qualification la plus simple, et ce n'est malheureusement souvent pas la qualification de traite, avec toutes les conséquences pour les victimes en matière de reconnaissance de statut de séjour, et ainsi de suite.

Un travail de lobbying est-il mené au niveau syndical intra-européen? Nous avons appris la semaine passée que la directive était remise sur le métier afin d'être revue et qu'un rapport d'analyse sera déposé à cette fin auprès de la Commission en décembre 2022. Une structuration existe-t-elle au niveau européen pour mettre le focus là-dessus et veiller à ce que des définitions conjointes et conformes soient reprises dans l'ensemble des droits internes? Idéalement, il faudrait tendre vers la définition belge, qui est plus simple que la définition européenne.

Ensuite, concernant l'organisation du travail, il y a deux écueils: la directive services et la directive détachement. Une série de problèmes en découlent. Par exemple, avant même le début du conflit en Ukraine, entre 2015 et 2021, on a multiplié par huit le nombre de travailleurs ukrainiens qui sont passés par une société polonaise pour venir travailler en Belgique, parfois à des conditions qui ne sont pas les conditions salariales belges.

Cela met aussi une pression sur l'Inspection

sociale, pour qui il devient de plus en plus complexe de faire face à toutes ces enquêtes. On sait qu'elle est définancée, qu'elle manque de moyens, mais, indépendamment de ce manque de moyens structurel, son travail devient de plus en plus compliqué. Y a-t-il une analyse entre syndicats européens pour remettre l'ouvrage sur le métier en ce qui concerne ces deux directives (services et détachement) pour essayer de réduire la porosité et la possibilité de jouer sur les conditions de salaire et de travailler sur le phénomène de traite des êtres humains?

Au niveau interne, je me pose également la question de l'état des relations avec les fédérations patronales. Nous avons souhaité entendre dans cette commission la fédération de la construction de Belgique et la fédération de l'horeca. Elles ont décliné notre invitation, considérant que la traite des êtres humains ne relevait pas de leur responsabilité. Elles rejettent bien sûr ce phénomène, mais elles ne pourraient pas nous éclairer sur la manière dont cela se passe, car cela ne se passe pas chez elles. Or on sait que les deux secteurs les plus soumis à des pressions dans ce modèle-là sont les secteurs de la construction et de l'horeca.

Comme cela a été évoqué par M. Segers, il y avait antérieurement des protocoles, dont on ne sait pas exactement ce qu'ils sont devenus. Quelles sont les relations entre vos fédérations syndicales et les fédérations des entrepreneurs? Comment améliorer la lutte contre la traite et le trafic des êtres humains sur le terrain?

Vous avez mentionné la question de l'aide juridique. M. Segers est très à la pointe sur cette question. Il a même déposé une proposition de loi en ce sens-là. Il existe aussi d'importants services juridiques au sein des syndicats, qui proposent une aide aux travailleurs de manière générale face aux tribunaux du travail. Quels sont les liens entre vos services juridiques, tous vos services d'aide aux travailleurs et les bureaux d'aide juridique? Vos délégués peuvent représenter les travailleurs, en ce compris les travailleurs migrants, devant les différents tribunaux. Quels sont les liens structurels avec les bureaux d'aide juridique et comment cette complémentarité peut-elle être améliorée? Je pense qu'elle est actuellement défailante. Comment peut-elle être améliorée afin d'assurer une défense pleine et entière de ces travailleurs qui sont aujourd'hui exploités dans ce phénomène de traite et de trafic des êtres humains?

Vous avez évoqué un texte que peu mentionnent, à savoir la convention n° 143 de l'OIT, qui n'est pas ratifiée par l'État belge. Je voulais savoir pourquoi, malgré une demande assez insistante de la part du

banc syndical de ratifier cette convention, cette demande n'a pas reçu d'écho.

Concernant l'indemnisation des victimes d'exploitation, notamment par le travail, je voudrais vous interroger sur le volet de victimologie, à savoir la manière dont on peut avoir accès à l'ensemble des droits dérivés de la reconnaissance du statut de traite, qui est problématique, et sur la question de l'indemnisation des victimes reconnues et des dettes salariales. Comment est envisagée de manière effective la récupération de ces dettes salariales, qu'il s'agisse du salaire net qui doit aller au travailleur ou du salaire brut, et donc de l'ensemble des droits dérivés auxquels ce travailleur devrait avoir droit mais dont il est privé en raison de la mécanique d'exploitation?

Vous avez parlé de la question des voies de migration, principalement en ce qui concerne le trafic des êtres humains. C'est une thèse qui a déjà été évoquée: si on veut pouvoir sortir tous ces travailleurs de la clandestinité, faisons en sorte de revoir les voies de migration pour pouvoir identifier plus simplement quels sont les travailleurs qui sont exploités. Pourriez-vous préciser votre pensée, qui me semble intéressante?

Enfin, dans toutes les petites entreprises, où il n'y a pas de délégation syndicale, on voit que le phénomène d'exploitation par le travail trouve un écho tout particulier. Les ongleries, par exemple, ou les salons d'esthétique, et ainsi de suite, ne sont pas des structures entrepreneuriales ayant une taille nécessitant une délégation syndicale. Comment faire pour que ces petites structures aient malgré tout un lien avec une représentation syndicale? Elles pourraient jouer un rôle d'alerte dans ces structures qui sont très nombreuses dans notre État. Les sociétés qui ont plus de 49 employés ou ouvriers ne sont malheureusement pas majoritaires en Belgique. Il faut pouvoir trouver comment jouer le rôle d'alerte dans ces structures qui sont très nombreuses et qui, dans certains secteurs, sont un terreau pour l'exploitation économique.

01.13 Selena Carbonero Fernandez: Fondamentalement, concernant les voies de migration, il nous semble effectivement que c'est une cause d'exploitation. À partir du moment où ces personnes sont dans une situation précaire qui fait qu'elles n'ouvrent aucun droit, si ce n'est l'aide médicale urgente, elles ont cette crainte continue de se voir sanctionnées d'un ordre de quitter le territoire si elles veulent dénoncer une situation d'exploitation. C'est un cercle vicieux qui s'enclenche.

En Europe, environ 300 000 personnes en séjour illégal ne peuvent pas être reconduites vers leur pays d'origine – en fait il faudrait dire expulsées. Qu'est-ce qu'on en fait? Les laisse-t-on livrées à elles-mêmes, dans une situation de non-droit? Pour nous, ce n'est pas la définition de l'État de droit.

On a un peu élargi le périmètre en parlant des directives sur le détachement et les services. Ce sont la situation de victime et la protection des êtres humains concernés par cette situation qui doivent nous guider dans les actions mises en place tant par les autorités que par les organisations syndicales.

Une action très concrète sur le droit de séjour, ce serait de donner accès au permis unique aux personnes qui sont déjà aujourd'hui sur le territoire belge. Cela ne créerait pas d'appel d'air, comme cela a été démontré par plusieurs études. Les personnes ne décident pas de migrer à un endroit ou à un autre pour cela. Elles sont ou en transit, ou elles viennent pour essayer de se construire un avenir meilleur.

En Belgique, on a environ 150 000 personnes à qui on dit de retourner dans leur pays d'origine - comme si elles en avaient la possibilité - pour demander une autorisation de séjour, et alors peut-être auront-elles accès au marché du travail! C'est là que le cercle vicieux s'enclenche. Que voulez-vous que ces personnes fassent pour vivre au jour le jour et remplir leur frigo? Et on sait que c'est compliqué pour beaucoup de personnes actuellement.

Ce serait donc une mesure très concrète. Il y a des métiers en pénurie. Je ne veux pas entrer dans une vision purement utilitariste parce que le but n'est pas d'offrir une main-d'œuvre à bon marché pour permettre à certains de se faire de l'argent sur le dos de personnes en situation précaire. Mais il y a des travailleurs et des travailleuses sans papiers que l'on croise tous les jours, qui sont déjà occupés et qui contribuent déjà au financement de la sécurité sociale et des impôts, donc de notre État.

On fait effectivement un travail de sensibilisation. On agit en justice dans toute une série de dossiers, que ce soit via nos centrales, en se constituant partie civile, ou en soutenant concrètement les victimes qui viennent nous apporter leur dossier dans nos services de première ligne. On fait aussi tout un travail de formation.

Le rôle des délégations syndicales a été évoqué. Il me semble important de dire qu'effectivement il n'y

a pas de délégation syndicale partout, et quand bien même il y a des délégations syndicales il faut encore qu'elles puissent se déplacer d'un chantier à un autre. Or on est confronté à un climat difficile avec les fédérations patronales, comme le montre aussi leur absence dans cette commission, et il faut qu'on puisse avoir l'information.

Une proposition a été formulée dans le secteur de la chimie, à savoir de pouvoir conclure une convention collective de travail qui oblige l'employeur à informer, quand il y a recours à de la sous-traitance, dans quelles conditions ce recours à la sous-traitance a lieu, pour que nous ayons accès à l'information. Lorsque nous sommes dans des secteurs tels que le nettoyage, le gardiennage, des secteurs où il y a un éclatement de chantiers, nous n'avons pas assez de délégués syndicaux. En conséquence, il faut abaisser le seuil nous permettant de mettre en place les délégations syndicales pour pouvoir renforcer le travail sur le terrain et le maillage nécessaire, la collaboration nécessaire avec les inspections sociales; mais il faut aussi que nous soyons informés.

Pour le moment, une information peut ou doit être communiquée, d'une manière qui n'est pas suffisamment périodique, au conseil d'entreprise (CE) ou au Comité pour la prévention et la protection au travail (CPPT), mais il faut un certain seuil pour qu'il y ait un CPPT dans l'entreprise, comme pour un conseil d'entreprise. Donc il faut élargir la possibilité de mettre en place des délégations syndicales, surtout dans les TPE et les PME. Il faut aussi mettre en place des obligations d'information concrète dans le chef de l'employeur à l'égard des représentants des travailleurs et des travailleuses.

Il y a aussi tout le volet responsabilisation tout au long de la chaîne de sous-traitance ou d'approvisionnement. Effectivement, Borealis comme donneur d'ordre est responsable de ce qu'il s'est passé dans toute la chaîne de sous-traitance. Or, aujourd'hui on assiste à des situations où, à partir du moment où on prévoit une clause purement formelle dans un contrat, on s'en lave les mains et peu importe ce qui se passe après. On ne peut pas se cacher derrière des artifices juridiques pour se dédouaner de ses responsabilités.

L'enregistrement des présences est aussi demandé par nos représentants dans les secteurs d'activité. L'enregistrement des présences n'est obligatoire qu'à partir du moment où on atteint une valeur de 500 000 euros pour le chantier, ce qui équivaut déjà à des gros chantiers. Or, on sait que le chantier concerné par l'affaire Borealis ne constitue que la pointe de l'iceberg. Il y a une

multitude de petits chantiers où cette obligation d'enregistrement des présences n'est pas applicable. Cela va de nouveau amener une complexification en termes d'identification des victimes potentielles. Nous voudrions élargir cette obligation d'enregistrement non seulement en termes de présence, mais aussi en termes d'arrivée et de sortie du chantier, pour que le contrôle se fasse du début à la fin de la présence sur le chantier. Cela permettrait un meilleur contrôle de l'application de la législation sur le travail.

Il y a encore les clauses sociales dans les marchés publics. Dans les contrats commerciaux, des obligations doivent être imposées dans la manière dont sont construits les cahiers des charges tant des entreprises privées que des entreprises publiques.

Voilà mes réponses, sans doute trop larges. Mes collègues pourront peut-être compléter certains aspects du point de vue technique.

01.14 Stefaan Peirsman: Ik zal proberen om de vele vragen te beantwoorden. Sommige vragen gaan echter over dingen die ik niet echt opvolg of over zaken die niet mijn bevoegdheid zijn.

Ik zal beginnen met de vragen over preventie. De bevoegdheidsverdeling is belangrijk. Arbeidsmigratie is een regionale bevoegdheid, terwijl detachering federaal is. Wat arbeidsmigratie betreft, is er een samenwerkingsakkoord met de federale regering dat de regelgeving tussen de regio's organiseert en een platform creëert waar de drie regio's zijn vertegenwoordigd. Daar zit dus een belangrijk luik voor arbeidsmigratie.

Preventie moet echter beginnen bij het vertrek. Arbeidsmigratie is nu bijvoorbeeld ook mogelijk voor derdelanders. We zien alsmaar vaker dat er grote rekruteringsbureaus in bepaalde landen actief worden om mensen naar hier te halen. Dat is bijvoorbeeld in Qatar het geval. De rekruteringsbureaus zouden op een of andere manier aan ons land gelinkt moeten kunnen worden. Ze moeten bijvoorbeeld een bevoegdheid kunnen krijgen om voor ons land te rekruteren. Ik weet nog niet goed hoe dat in elkaar zou zitten, maar het zijn wel ideeën om de rekruteringsbureaus op een of andere manier een vergunning te geven om te mogen rekruteren.

De manier van rekruteren kan ook financieel geregeld worden. Een heel mooi voorbeeld is het zelfbedruipend project van verschillende hogescholen in West-Vlaanderen samen met zorg- en rusthuizen om verpleegsters naar hier te halen.

Eenzelfde project door een privépersoon zou tussen de 8.000 tot 10.000 euro per persoon kosten. Het kost inderdaad heel wat geld om alles te regulariseren en de personen de juiste opleidingen te laten volgen. De vraag is dan natuurlijk wie dat zal betalen. Hoe dan ook, preventie moet beginnen bij vertrek.

Als werknemers hierheen komen, worden ze best met bijvoorbeeld een filmpje geïnformeerd over de Belgische arbeidsvoorwaarden. Ik ben samen met u aan het nadenken hoe we dat het beste kunnen organiseren.

Bij aankomst moeten de mensen ook enkele dagen een integratiecursus volgen over de loons- en arbeidsvoorwaarden. Het is niet interessant voor de werknemer, noch voor de werkgever, om hen maandenlang een integratiecursus te laten volgen. Een aantal informatiesessies per sector behoort misschien tot de mogelijkheden. De sectoren kunnen hiervoor ook instaan. We kunnen immers zoveel regels opstellen als we willen, maar als de mensen die naar hier komen, niet geïnformeerd zijn, blijft het moeilijk. Het is belangrijk om de werknemers vooraf te informeren en hen zo te versterken. Dat is ook een belangrijke preventieve maatregel.

Detachering is een moeilijk verhaal. We zien bijvoorbeeld dat er veel Oekraïners hierheen komen, maar er worden ook mensen uit de Balkan door Slovenië naar hier gehaald. Portugal haalt ook veel Angolezen, Brazilianen en mensen uit Mozambique naar hier. Zij werken dan via een Portugese detachering in ons land. Dat kan en dat mag. Het is wel een achterpoortje en ik denk dat er daardoor nog veel meer derdelanders naar hier komen dan via arbeidsmigratie, het kanaal dat daarvoor dient.

Ik weet echter niet hoe we dat moeten aanpakken. Ik heb daarover nog de nodige vragen. We stellen dat vast, net zoals ELA, de European Labor Authority. België is ooit op de vingers getikt omdat er te hard gecontroleerd werd. De limosa, de inschrijving als men het land binnenkomt, kan vandaag nog. Dat is echter het enige wat België vandaag op Europees vlak kan en mag doen voor de bescherming. Het is dus moeilijk om daarover voorstellen te doen. Er moet een hele denk-oefening gedaan worden. Misschien kunnen we iets met hoofdelijke aansprakelijkheid doen? We merken immers dat in de contracten tussen hoofd- en onderaannemers een beding is opgenomen waarin de onderaannemer zich ertoe verbindt geen irreguliere arbeid te verrichten. Daarmee wordt de hoofdaannemer ontslagen van elke verantwoordelijkheid voor inbreuken daarop.

In Vlaanderen voert men die discussie ook. Het federale niveau is verantwoordelijk voor de sociale wetten en de loonwet. Na de zesde staats-hervorming werd Vlaanderen verantwoordelijk voor arbeidsmigratie en aansprakelijkheid op vlak van arbeidsmigratie. We denken momenteel na over manieren waarop die aansprakelijkheid versterkt kan worden. Werkgevers geven aan dat zij zich zo sterk mogelijk willen indekken. Wij hebben momenteel een mondeling akkoord dat de hoofdaannemer op de werf zal controleren of die clausule wordt nageleefd en of er voor de gedetacheerde buitenlandse werknemers een Limosa werd ingediend. Voorts moet er op sectoraal niveau worden onderzocht welke mogelijkheden er zijn. De bouwsector is een goed voorbeeld met de check-in en check-out. Momenteel bekijken we dus op welke manier die clausule versterkt kan worden, zodat die geen dode letter blijft.

We zullen normaliter samen met de sociale partners een advies geven aan Vlaanderen met betrekking tot de hoofdelijke aansprakelijkheid. Het valt nog te bezien of we tot een akkoord komen. Wat de hoofdelijke aansprakelijkheid aan sich betreft, onderaannemingen zijn onontbeerlijk om werken tot een goed einde te brengen, maar er zouden maximaal 3 verticale onderaannemingen toegelaten mogen zijn. Indien er toch meer dan 3 onderaannemingen zijn, dan zou hieraan een informatieplicht verbonden moeten worden en dan zou er een register moeten worden gemaakt van het aantal onderaannemingen, de onderlinge verhoudingen tussen alle aannemers en de contracten. Indien de bedongen prijs in de overeenkomst zoveel lager is dan de gangbare marktprijzen, dan zou men moeten kunnen controleren of er sprake is van zwartwerk of onwettige werktoestanden.

Wat onze rol als vakbond in platformwerk betreft, dat hangt mijns inziens samen met aansprakelijkheid. Als voor de hoofdaannemer – in de regel ook het bedrijf waar we vertegenwoordigd zijn – een grotere aansprakelijkheid geldt, of als de clausule anders wordt geïnterpreteerd en er aan de informatieplicht ook een deeltje zorgplicht wordt gekoppeld, wordt de ondernemingsraad van dat bedrijf automatisch verantwoordelijk. De aansprakelijkheid en de rol van de ondernemingsraad hangen dus volgens mij aan elkaar vast.

Wat de meldingsplicht betreft, wij zijn minder vertegenwoordigd in de kleinere bedrijven. De kappers zijn bijvoorbeeld georganiseerd in een paritair comité; zij zetten wel eens een actie op, vakbondsdelegaties trekken erop uit, maar in kleinere bedrijven lijkt het mij bijzonder moeilijk om dat soort

vaststellingen te doen. We moeten onszelf niets wijsmaken, het blijft uiterst gevoelig. Sectoren – en dan niet alleen de vakbonden, maar ook bijvoorbeeld de werkgeversfederaties – moeten hun rol kunnen opnemen en moeten versterking krijgen in die opdracht. Dat is een zaak die u mogelijk kunt bepleiten.

In platformwerk ben ik onvoldoende thuis om antwoorden te kunnen geven. Ik kan enkel zeggen dat we met het ACV de nieuwe dienst United Freelancers hebben gecreëerd. Onze specialisten daar kennen de regel- en wetgeving ter zake door en door. Waarschijnlijk hebben zij al het woord genomen in verschillende hoorzittingen hier. Nu denken we na hoe we ons als vakbond breder kunnen organiseren rond het thema van de zzp'ers, eenmanszaken enzovoort. Morgen is er bijvoorbeeld een studiedag waarop we enkele sprekers hebben uitgenodigd en waar we na de middag met de verschillende vakbondscentrales willen nadenken over de vraag hoe we een antwoord willen bieden op dat alsmaar vaker voorkomend verschijnsel.

U vroeg om voorbeelden van het nieuwe statuut. In Canada en Finland zijn er wel wat te vinden. Ik kan u de websites doorgeven. Werknemers die daar gevat worden als slachtoffer van uitbuiting door hun werkgever, kunnen zich melden bij een overheidsdienst en kunnen er aanspraak maken op een bepaald statuut – ik moet het zelf nog eens van naderbij bekijken.

Als mensenhandel al zo moeilijk op te volgen is, hoe moet het dan met het nieuwe statuut, vroeg u zich af. Met Borealis, BASF en nu weer met Antwerp Container Transport (ACT), waarvan ook weer 160 vergunningen werden ingetrokken, kunnen we enkel constateren dat Vlaanderen de vergunningen in kwestie intrekt en dat de betrokkenen dan van de ene op de andere dag niet meer mogen werken, zonder dat er opvang voor hen is. We moeten dus ook vaststellen dat daar niet over is nagedacht. Het is een goede zaak dat er alles bij elkaar 500 vergunningen werden ingetrokken, dat is een correcte reactie van de overheid, maar er wordt niet nagedacht over de slachtoffers, hetzij van de intrekking, hetzij van de uitbuiting. Het kan niet dat er geen opvang, geen vangnet voor hen is. Daar ontbreekt een schakel.

Bij ACT bijvoorbeeld waren 50 chauffeurs zonder verblijfsvergunning aan de slag. Zij reden op proef rond en werden bijvoorbeeld niet uitbetaald voor weekendwerk. Zijn dat slachtoffers van mensenhandel? Heel duidelijk niet: zij werden wel betaald, ze hadden binnen afzienbare tijd zicht op een vergunning, maar op dat moment zijn ze wel

slachtoffer, en een vangnet is er niet.

Hoe moet dan een en ander uitgewerkt worden, waar moet dat plaatsvinden, wie wordt daarvoor verantwoordelijk gesteld? Dat lijkt mij geen zaak voor de organisaties die zich bezighouden met slachtoffers van mensenhandel, ik zou daar een apart netwerk rond opbouwen, al dan niet in samenwerking met Fairwork of met vakbonden. Daar moet nog een denkoefening rond plaatsvinden, maar dat er iets nodig is voor slachtoffers van uitbuiting, dat staat voor mij buiten kijf.

Het juridische aspect en de rechtsbijstand zijn niet echt *my cup of tea*. We hebben ons wel burgerlijke partij gesteld in de Borealiszaak en in de zaak rond de instorting van die school in Antwerpen. Op die manier verlenen wij juridische bijstand en ondersteunen wij die zaken. Ik heb vorige week nog een melding gekregen van iemand die toevallig is gestoten op 40 appelplukkende Polen en Roemenen die door een boer werden uitgebuit. De boer in kwestie is erg gewelddadig te werk gegaan en heeft in dronken toestand zijn werknemers van zijn veld gejaagd met een mes. Hij heeft uiteindelijk wel zijn doel bereikt, want die Polen en Roemenen zijn teruggekeerd naar hun land. In die zaak zullen we ook proberen om ons burgerlijke partij te stellen. Ik heb ook gepoogd een regeling te treffen met de Boerenbond. Gelukkig was een advocaat al bezig met de zaak en we proberen nog een vergoeding te bekomen voor die mensen. In de Borealiszaak stelt hetzelfde probleem zich. Die mensen hebben geen loon gekregen voor hun werk. Moet er niet voor worden gezorgd dat zij meteen een vergoeding krijgen van de werkgever en dat ze niet 2 à 3 jaar moeten wachten tot de rechtzaak wordt afgesloten?

Ik ben niet zo thuis in het internationale aspect, maar de heer Verschueren wel. De vraag waarom de omzetting van verdrag 143 van de ILO nog niet is gebeurd, moet u niet aan ons stellen.

01.15 Joris Verschueren: Het is altijd leuk om als laatste te komen. Het meeste is dan immers al gezegd en men kan de anderen gelijk geven.

Ik zal echter nog een aantal kleine aanvullingen doen. Er waren immers veel interessante vragen. Het is interessant om vast te stellen dat er zoveel gelijklopende bezorgdheden zijn over een eventuele geüniformiseerde sociale inspectie. Dat is echter wat moeilijk, gezien de complexiteit van ons land.

We zien dat deze thematieken internationaal zijn; migratie is nu eenmaal een internationaal thema.

Op Europees niveau wordt er ook langzaam maar zeker werk gemaakt van de European Labor Authority. België kan daarin echter ook een proactievere rol spelen op Europees niveau. Het heeft immers jaren geduurd voor de European Labor Authority operationeel was. Er moeten bijvoorbeeld ook mensen naar dat niveau gedetacheerd worden vanuit de nationale inspectiediensten. Op dezelfde manier moet er dan ook op Belgisch niveau in samenwerkingsplatformen worden voorzien tussen de verschillende inspectiediensten.

De harmonisering van de regionale regelgeving op het vlak van economische migratie is ook fundamenteel. Het gaat immers niet alleen over wat is aangehaald over het statuut mensenhandel tussen bijvoorbeeld België en Duitsland. Uiteindelijk komen we in situaties terecht waarbij de taalgrens ook de grens wordt tussen verschillende migratieregelgevingen. Deze harmonisering moet dus versterkt worden. Dat was ook een van de bezorgdheden. We kunnen deze alleen maar bijtreden.

Er waren ook heel wat vragen over de ketenaansprakelijkheid, waarvan sommige heel technisch. Wij zijn zeker bereid om daarover verder in debat te gaan. Bij de vakbonden zit immers vrij veel expertise over de kwesties van aansprakelijkheid en zorgplicht.

Ik wil over de kwestie van de hoofdelijke aansprakelijkheid toch nog eens herhalen dat het voor ons bijzonder problematisch is dat de opdrachtgevers wegblijven met een doodeenvoudige *due diligence defence*. Indien we zeggen dat de hoofdelijke aansprakelijkheid automatisch wordt, moet de *due diligence defence* onmogelijk worden gemaakt.

Bedrijven en opdrachtgevers, waarbij onderscheid moet worden gemaakt tussen grote en private opdrachtgevers, moeten meer inspanningen doen dan het louter invoegen van een contractuele clausule. Internationale regels van de UN Guiding Principles on Business and Human Rights worden in België eenvoudigweg niet omgezet in nationale regelgeving. Dat is nochtans niet zo moeilijk. Het is een kwestie van waakzaamheid.

We stellen vast dat werken via onmogelijke contracten worden uitbesteed aan onderaannemers. Het is toch onbegrijpelijk dat een opdrachtgever niet zou weten wat een redelijke prijs is voor de opdracht die hij uitbesteedt? Als hij dan voor de offerte met de laagste prijs kiest, weet hij toch op voorhand dat er iets niet in de haak is. Met de aankoop van materialen zouden deze praktijken

niet gebeuren. Zelfs tegen een aanpassing van de regels hierover verzet de sectorale federatie zich.

Ook bij de detachering wordt er gewerkt met onderaannemingen door postbusbedrijven. De opdrachtgever zou daar ook deels op kunnen toezien. Verder is er ook een grotere rol voor de vakbonden mogelijk zodat ze op de werkplek de naleving van de regels kunnen controleren. Ook de informatieplicht ten aanzien van de vakbonden in de ondernemingsraad en de vertegenwoordigende organen is belangrijk. Bij kleine bedrijven waar er geen vakbondsvertegenwoordiging is, is er geen inburgering, maar er kan wel worden gewerkt met sectorale initiatieven om werknemers te informeren voor ze beginnen te werken. Ook bij het opstellen van zulke curricula is er een rol voor de vakbonden weggelegd.

Het is interessant dat de mogelijkheid tot onmiddellijke vergoeding wordt aangehaald. Die optie wordt ook vermeld in de laatste studie van de Internationale Arbeidsorganisatie, *Access to protection and remedy for victims of human trafficking for the purpose of labour exploitation in Belgium and the Netherlands*. Er wordt daarin verwezen naar het Nederlandse voorbeeld waar mogelijke slachtoffers van mensenhandel toegang hebben tot slachtofferfondsen. In België blijkt dat niet mogelijk te zijn. Op die manier kan er al in een zekere compensatie worden voorzien. Dit moet echter in eerste plaats worden geregeld via de hoofdelijke aansprakelijkheid.

Ik zal het daarbij houden. Er waren veel boeiende vragen, die ik jammer genoeg niet allemaal kan beantwoorden. We hebben immers verschillende diensten die zich daarmee bezighouden. Ik zal echter nog op twee vragen van de voorzitter antwoorden.

Hij had het ten eerste over de omzetting van de richtlijn en de harmonisering op EU-niveau. Daar zijn twee aandachtspunten. Als er in België een goede regeling is met een systeem (...) Het is eigenlijk een toepassing van de vraag om firewalls zodat mensen bij een vermoeden van mensenhandel een verblijfsstatuut kunnen verkrijgen. Dat is belangrijk. We moeten er wel op letten dat er geen Europese harmonisering naar beneden gebeurt. We moeten blijven vasthouden aan dat Belgische voorbeeld.

De tweede vraag was of de vakbonden op Europees niveau deelnemen aan het debat over de mogelijke herziening. Dat is inderdaad het geval. Op dit moment wordt er bij het Europees Verbond van Vakverenigingen gewerkt aan een positiebepaling. Als ik mij niet vergis, is die in de laatste

fase van de redactie en kunnen wij u die tekst ook bezorgen.

Le **président**: Je vous remercie pour vos réponses. Certains collègues souhaitent-ils réagir ou poser des questions complémentaires?

01.16 Maria Vindevoghel (PVDA-PTB): Ik wil de sprekers nog eens hartelijk bedanken. Het verontwaardigt mij namelijk enorm om te horen dat in zo'n rijk land nog altijd zulke situaties bestaan. Bovendien gaat het niet vooruit, het verslechtert zelfs. We willen dus zeker onze schouders zetten onder de hoofdelijke aansprakelijkheid, volgens ons een heel belangrijke zaak.

Concreet zitten de slachtoffers van Borealis nog altijd in de miserie. Het is nog steeds niet opgelost. Ze zijn nog altijd niet betaald. De overheid heeft nog altijd niets gedaan. In de regering zitten mensen die daar nu al iets aan kunnen doen. Dat ze dat maar dringend aanpakken en dat wij verder zoeken hoe we de zaak vooruit kunnen helpen.

Bovenal zie ik uw sterke rol als vakbond, en ik wil u dan ook expliciet danken om er zo uw schouders onder te zetten.

Le **président**: Pour Borealis, je rappelle que le dossier est à l'instruction et qu'il est sain de respecter la séparation des pouvoirs quand tel est le cas.

Vu qu'il n'y a pas d'autre demande d'intervention, permettez-moi de vous remercier, madame Carbonero Fernandez, messieurs Peirsman et Verschueren. Il est vraiment important pour nous de vous avoir entendus aujourd'hui. Je vous remercie pour vos interventions et le travail qui a été réalisé. Je ne doute pas que vous continuerez à suivre nos travaux. S'il y a d'autres demandes, nous vous adresserons peut-être une autre invitation.

Merci pour votre disponibilité et les réponses qui ont été apportées aux membres de cette commission. Il est important que nous puissions, avec l'ensemble des corps constitués de la société civile, faire ce travail de collaboration pour améliorer le cadre légal, mais aussi de manière opérative la lutte contre la traite et le trafic des êtres humains.

La réunion publique de commission est levée à 15 h 55.

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 15.55 uur.